

**Extrait du Registre des Décisions****LE MAIRE,****DEC-BD-2024-49****MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT****Bâtiment 31 sis 215 avenue du 21<sup>ème</sup> RI 52200 LANGRES – Emplacement à usage de stockage****Convention d'occupation précaire du box n°8 – Commune de Langres – Association « Confrérie des Taste Fromages »****Conclusion****VU** les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 2020-47 en date 14 octobre 2020 portant délégation consentie par le Conseil Municipal au Maire lui permettant de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,**VU** le projet de convention d'occupation précaire du box n°8, à intervenir entre la commune de Langres et l'association « Confrérie des Taste Fromages »,**CONSIDERANT** que la Ville de Langres est propriétaire d'un bâtiment dit « bâtiment 31 » ou « bâtiment ARSENAL » situé 215 avenue du 21<sup>ème</sup> RI à Langres (52200), comprenant une partie divisée en box actuellement mise à disposition des associations,**CONSIDERANT** que le bâtiment fait l'objet d'un projet de réaménagement et de rénovation, induisant une précarité de toute occupation,**CONSIDERANT** que la « Confrérie des Taste Fromages » est une association qui a pour but la promotion du fromage de Langres, faisant partie du patrimoine culturel langrois, constituant par là une contrepartie suffisante à la gratuité de cette occupation,**CONSIDERANT** qu'il convient de formaliser la conclusion d'une convention d'occupation précaire concernant l'occupation du box n° 8 par la « Confrérie des Taste Fromages »,**DECIDE****Article 1<sup>er</sup>** : De procéder à la signature d'une d'occupation précaire avec la « Confrérie des Taste Fromages », en vue de la mise à disposition d'un emplacement à usage de stockage au sein du box n° 8 du bâtiment 31, situé 215 avenue du 21<sup>ème</sup> RI 52200 Langres.

La convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction sans toutefois pouvoir excéder 12 ans. Elle prend effet à compter de l'état d'entrée dans les lieux. Elle est consentie à titre gratuit.

**Article 2** : M. le Directeur Général des Services et M. le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision qui sera transmise à Mme la Préfète de la Haute-Marne au titre du contrôle de légalité.

**Article 3** : La présente Décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE ou via [www.telerecours](http://www.telerecours) dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa publication ou notification.

Langres, le 04 juin 2024,

Anne CARDINAL  
2024.06.05 06:42:35 +0200  
Ref:6627739-9927016-1-D  
Signature numérique  
la Maire